

Elevages  
2 rue Kerivoal  
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 06/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SCEA ADAM**

Kerbrat Locmaria

29860 PLABENNEC

Références :  
Code AIOT : 0052901240

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2022 dans l'établissement SCEA ADAM implanté KERGOUESNOU 29260 KERNILIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été diligentée suite à une pollution au niveau de l'usine de traitement d'eau de Kernilis signalée par le Syndicat des eaux du bas-Léon en date du 16/09/2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA ADAM
- KERGOUESNOU 29260 KERNILIS
- Code AIOT : 0052901240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS LOAEC est autorisée par arrêté préfectoral du 09/08/2011 complétant l'arrêté du 11/10/2001 pour l'exploitation d'un élevage de 623 reproducteurs, 2155 porcs charcutiers et cochettes non saillies, et 2230 porcelets en post sevrage.

Suite à la reprise de cette installation, un récépissé de changement d'exploitant, au nom de la SCEA ADAM a été délivré le 13/04/2018

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Inspection faisant suite à une pollution de l'Aber Wrac'h

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Suite à un signalement d'une pollution à l'ammonium au niveau de la station de traitement d'eau de Kernilis, une inspection a été diligentée sur l'installation classée.

Lors de l'inspection, il a été constaté des non conformités sur la gestion des effluents d'élevage.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Diagnostic risques de déversement	Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 1er	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à un signalement d'une pollution à l'ammonium au niveau de la station de traitement d'eau de Kernilis, une inspection a été diligentée sur l'installation classée.

Le 16/09/2023 en matinée, un agent du syndicat des eaux du Bas-Léon (SEBL) a mesuré une teneur d'ammonium de 2 mg/l en sortie d'un drain en provenance de l'installation.

Il a été demandé par les agents du syndicat des eaux du Bas-Léon de mettre en œuvre des mesures appropriées pour arrêter le déversement d'effluent dans le ruisseau.

Il a été installé une pompe pour renvoyer la sortie de drain dans la fosse. Un tas de compost, situé où des suintements vers le milieu ont été relevés, a également été déplacé.

Suite à ce constat le SEBL a continué ses investigations sur l'Aber-Wrac'h pour découvrir ultérieurement une autre source de pollution plus importante et toujours en cours en début d'après-midi en lien direct avec les taux élevés d'ammonium mesurés au niveau de la station de pompage.

Le jour de l'inspection, la pompe n'était plus présente au niveau du drain.  
L'inspection a permis de contrôler les différents ouvrages de stockage de lisier et les réseaux de collectes.

Il a été constaté :

- des suintements au niveau des préfosse du bâtiment d'engraissement P10,
- qu'il s'est produit un événement de débordement de lisier au niveau de la préfosse d'une salle d'engraissement du bâtiment P8,
- Des suintements sur le mur extérieur du hangar de compostage
- la présence d'une fosse entre le bâtiment P8 et les bassins de biofiltre, non déclarée dans le dossier,

Depuis cette inspection l'exploitant a fait parvenir son rapport d'incident par lequel il fait part de différentes investigations menées qui n'ont pas permis, à ce stade, d'identifier de source d'écoulements qui serait liée à une rupture de canalisation souterraine. Les investigations continuent.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, AUTRE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
<b>Constats :</b> <b>Absence de déclaration d'incident apportant des précisions sur la pollution à l'ammonium dans le cours d'eau de l'Aber Wrac'h.</b>  Lors des investigations menées par le syndicat des eaux du Bas Léon (SEBL) d'une pollution d'ammonium, il a été procédé à une analyse à la sortie d'un drain issu de l'élevage et constaté des teneurs de 2 mg/l d'ammonium.  Monsieur Michel Adam contacté par téléphone dans l'après-midi du 16/12/2023 par le service d'inspection, n'a pas déclaré l'incident en lien avec le constat du technicien du SEBL <b>L'exploitant a fait parvenir un rapport d'incident le 9 janvier 2023.</b>
<b>Observations :</b> L'exploitant a fait parvenir un rapport d'incident le 9 janvier 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Des modifications sur la conduite d'exploitation ont été apportées depuis l'arrêté d'autorisation du 09/08/2011, et notamment : — Arrêt de l'activité naissage. — Seuls les bâtiments P8 et P7, post sevrage et d'engraissement sont en activité. — La station de traitement est en cours d'arrêt. — La centrifugeuse est à l'arrêt. — Le transfert de lisier bovin est arrêté. — La fosse existante de 1106 m3 utiles est utilisée pour le stockage de digestat de la station de méthanisation du Gaec de Lopré située à Loc Brévalaire.  Cependant, malgré l'arrêt de l'atelier naissage depuis environ 5 ans, il a été constaté du lisier dans les préfosse des bâtiments « verraterie-gestante ». Une quantité importante de compost est présente dans le hangar, malgré l'arrêt de la centrifugeuse. Une partie du compost présent dans le hangar était d'aspect humide,  — Veuillez renseigner la présence de compost sur le site, malgré l'arrêt de la centrifugeuse depuis 2021.
<b>Observations :</b> Lors de l'inspection du 09/06/2022, des modifications sur la conduite de l'élevage avaient également été relevées. Il vous avait été demandé de déposer pour le 31/12/2022 un dossier de réactualisation des conditions de fonctionnement de l'installation. En l'absence de dépôt de dossier à échéance du 31/12/2022, vous avez fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure en date du 06 janvier 2023, vous demandant de déposer :  - Un dossier de réactualisation des conditions de fonctionnement de l'installation - Un porté à connaissance d'une part des modalités de vidange et d'évacuation des bassins biofiltre et polissage et d'autre part la traçabilité des épandages des boues et effluents en cours de vidange  Ces non conformités, s'ajoutent à celles relevées lors de l'inspection du 20 décembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Étanchéité des ouvrages de stockage d'effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> <p>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p>
<p><b>Constats : Il a été constaté :</b>  — au niveau du bâtiment de porcs charcutier identifié « P10 », des suintements importants issus des préfosse. Une canalisation d'eau pluviale est attenante au bâtiment, avec le regard qui se situe en bout du bâtiment.  — Un débordement de lisier d'une préfosse de la dernière salle d'engraissement, coté silos, du bâtiment identifié « P8 ». Le lisier s'est déversé dans le couloir de ventilation.  — Des suintements sur le mur extérieur du hangar de compostage.</p> <p>Lors de l'inspection du 29 mars 2019, il avait été constaté une fissure au niveau de la fosse de polissage avec billes de soufre.  Le 20 décembre 2022, il a été constaté à nouveau la présence d'une fissure avec suintement visible.</p> <p>Un diagnostic des préfosse du bâtiment P10 devra être réalisé avant tout rechargement d'animaux dans le bâtiment.  Un diagnostic de l'ouvrage de stockage du bassin de polissage devra être réalisé, tel que demandé suite à l'inspection du 29 mars 2019.  Procéder au nettoyage des différentes zones polluées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.  Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.  Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.  Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.
<b>Constats :</b> Il a été constaté une fuite d'un abreuvoir situé dans le bâtiment gestante identifié « P5 » Il n'y a plus de truies reproductrices sur l'installation. Ces bâtiments ne sont plus utilisés depuis environ 5 ans.  — Procéder à la réparation de l'abreuvoir sous un délai de 1mois,
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 5 : Collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> L'absence de connaissance de la totalité des réseaux ne permet pas de prévenir et d'agir rapidement lors d'un écoulement d'effluent vers le milieu.</p> <p>3 sorties de drain sont présents hors de l'installation. Un regard d'eau pluviales est situé en contre bas de l'exploitation. Ce regard regroupe 3 canalisations d'eau pluviales issues des bâtiments et annexe d'élevage. Le drain est identifié, et se rejette dans le cours d'eau.</p> <p>Deux autres canalisations aboutissent en amont du cours d'eau, qui correspondraient au drains des fosses. C'est au niveau d'un de ces drains (le drain blanc) qu'une teneur d'ammonium de 2 mg/l aurait été mesurée.</p> <p>Sous un délai de 2 mois : Identifier la totalité des réseaux de l'exploitation Vérifier l'étanchéité de ces différents réseaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 6 : Diagnostic risques de déversement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle / risque de déversement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Une tierce expertise est imposée à la SCEA ADAM (siège social : Kerbrat Locmaria à Plabennec) exploitant un élevage autorisé au lieu dit « Kergouesnou » sur la commune de Kernilis, afin de réaliser avant le 31 octobre 2019, un diagnostic exhaustif analysant les risques de fuites d'effluents dans le milieu. Le services des installations classées doit être averti par avance de l'organisme retenu et de la date de réalisation de la tierce expertise. Le rapport d'expertise sera transmis, sous u mois après la réalisation du diagnostic, au service des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> Non respect de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 08/08/2019 complétant l'arrêté du 11/10/2001, complété le 9/09/2011</p> <p>— Absence de réalisation du diagnostic exhaustif analysant les risques de fuites d'effluents dans le milieu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois